



Deutsch Französische Gesellschaft Baden-Baden e.V
Cercle Franco-Allemand Baden-Baden

KOLUMNE der DFG

Le 09 janvier 2025

Fin janvier 2025, la ministre-présidente de la Sarre, élue à tour de rôle pour un an à la présidence du Bundesrat, a entamé un voyage en Europe et effectué des visites inaugurales dans les deux plus grands pays voisins de l'Allemagne, la France et la Pologne. Anke Rehlinger n'a pas seulement remis symboliquement sur le tapis le Triangle de Weimar, négligé ces derniers temps, mais elle a également plaidé pour une coopération européenne approfondie entre les trois pays lors d'un discours prononcé à l'occasion de l'inauguration de l'une des plus grandes salles portant le nom de Willy Brandt au Musée juif de Varsovie : les "mains tendues de la réconciliation" devraient également être des "mains européennes de l'action".

La ministre-présidente du SPD - qui est la seule à pouvoir gouverner dans un Land avec une majorité absolue et qui, pour cette raison également, est pressentie par de nombreux observateurs de la scène politique pour occuper des postes plus importants au sein du parti après les prochaines élections fédérales - a réussi son baptême du feu diplomatique avec cette profession de foi émotionnelle en faveur de la coopération franco-germano-polonaise pour une Europe forte. Partout, les nationalismes montent : aux Pays-Bas et en Belgique, comme en Italie, des partis de droite sont aux responsabilités gouvernementales. En France, le RP est le groupe parlementaire le plus important, en Allemagne, un parti d'extrême-droite dans certains secteurs devient la deuxième force dans les sondages avant les élections fédérales. En Autriche, les conservateurs négocient avec l'extrême droite une participation au gouvernement. Ils ont tous en commun une attitude critique, voire hostile, à l'égard de l'Union européenne et le souhait de trouver davantage de solutions nationales. Cette tendance est

actuellement renforcée par la crise migratoire et les différentes conceptions de l'approvisionnement énergétique futur.

Les critiques croissantes à l'encontre de l'UE ne sont pas injustifiées à plus d'un titre. Un excès de bureaucratie avec des réglementations excessives, parfois incompréhensibles, pèse sur l'économie avec des preuves inutiles, des recherches inacceptables, par exemple avec la loi sur la chaîne d'approvisionnement, et des réglementations détaillées qui pourraient être laissées sans dommage aux pays membres. Malgré de nombreux efforts de la part de nombreuses parties, il n'a pas été possible jusqu'à présent de maîtriser la problématique de l'immigration à l'échelle européenne. L'entrée en vigueur en 2026 du système européen commun d'asile (GEAS), récemment adopté après d'âpres négociations, dépendra de l'application des Etats membres. Ce qui est loin d'être certain au vu de l'attitude de certains membres comme la Hongrie ou la Slovaquie. Et qui comprendrait qu'en période de restrictions budgétaires, le Parlement européen déménage deux fois par an de Bruxelles à Strasbourg et inversement ? Il y aurait encore bien d'autres exemples à citer, en premier lieu le fait qu'il n'existe toujours pas de politique étrangère et de défense commune. Mais là aussi, les chances sont plutôt minces pour un avenir prévisible.

D'autre part, depuis sa création il y a 70 ans, l'UE a réalisé beaucoup de choses qui étaient à peine imaginables à l'époque : il existe un marché intérieur commun, une monnaie commune existe depuis bientôt un quart de siècle, même si ce n'est pas le cas dans tous les États membres de l'UE, mais dans une majorité importante. Le système de Schengen, auquel appartiennent non seulement des États membres de l'UE, mais aussi des pays non membres,

comme la Norvège et la Suisse, permet de voyager librement sur l'ensemble du territoire. Et il existe une politique commune en matière de commerce extérieur, pour laquelle la Commission européenne dispose d'une compétence finale.

L'UE n'est pas née par hasard de la CEE. Pour les pays fondateurs, il s'agissait d'une coopération économique et d'une coexistence pacifique en Europe. La création d'une grande puissance européenne ne faisait pas partie des réflexions. A l'époque de la guerre froide, la sécurité était du ressort de l'OTAN, dont tous les membres fondateurs de la CEE faisaient également partie. Soixante-dix ans plus tard, les choses ont évolué différemment. La guerre froide est de l'histoire ancienne depuis 30 ans ; en revanche, un dirigeant autoritaire s'est emparé de la Russie, qui souhaite restaurer l'empire soviétique et qui, pour cela, a ramené la guerre en Europe. La Chine est devenue un "acteur" mondial, dont le dirigeant autoritaire met en œuvre de manière agressive et globale ses intérêts économiques et, de plus en plus, de politique étrangère. Et si cela n'était pas déjà assez inquiétant, un "dealmaker" impitoyable a été élu pour la deuxième fois président des États-Unis, qui veut "redonner sa grandeur" à l'Amérique avec les moyens d'un capitalisme prédateur du XIXe siècle, en acceptant de détruire la coopération mondiale basée sur des règles - le grand acquis des trente dernières années. Si l'Europe veut survivre dans cette situation géopolitique et jouer un rôle économique et politique, ce ne sont pas les 27 Etats membres qui peuvent le faire individuellement, mais l'UE qui peut le faire ensemble.

Il suffit de regarder quelques chiffres pour s'en rendre compte : le plus grand État membre de l'UE a une population de 84 millions d'habitants et un produit national brut de 4,5 billions de dollars américains. La Chine a un PIB trois fois plus élevé, soit environ 17 billions, pour une population d'environ 1 milliard d'habitants. Les États-Unis comptent environ 300 millions d'habitants et un PIB de près de 27,5 billions de dollars américains. L'UE, quant à elle, compte environ 450 millions d'habitants dans ses 27 États membres et un PIB de plus de 17 billions. Elle est donc la seule à pouvoir s'imposer dans cette compétition mondiale. Mais pour cela, elle doit parler et agir d'une seule voix et être en mesure de défendre ses intérêts, y compris sur le plan politique et, si nécessaire,

militaire. Lors d'un sommet informel en présence du secrétaire général de l'OTAN et du Premier ministre britannique, l'UE s'est mise d'accord sur un effort d'armement accru afin de contrer la menace russe et de réduire la dépendance vis-à-vis des États-Unis. Selon la Commission européenne, les coûts devraient s'élever à environ 500 milliards d'euros. Toutefois, les avis divergent toujours sur la manière de financer cet effort. Tant que la France misera sur la dette communautaire et l'Allemagne sur des moyens nationaux et européens conformes au budget (qui ne suffiraient pas en cas de doute), il n'en sera rien.

C'est pourquoi nous maintenons notre position : un renforcement des tendances nationalistes serait un pas en arrière impardonnable et conduirait à une perte d'importance encore plus grande de l'Europe dans le contexte mondial. Mais l'Europe ne pourra jouer le rôle politique qui lui correspond en termes de taille et de compétence économique que si l'Allemagne et la France tirent enfin à nouveau à la même corde. Peut-être que les prochaines élections en Allemagne en février et d'éventuelles nouvelles élections en France après une nouvelle dissolution du Parlement actuellement bloqué cet été aideront les gouvernements stables qui en résulteront, nous l'espérons, à s'en rendre compte, à se retrouver, à aplanir leurs divergences au regard des nécessités européennes et à assumer avec force le leadership franco-allemand souhaité par la plupart des États de l'UE. Si la Pologne – président de l'UE pendant le premier semestre 2025 - était alors également présente en tant que troisième pays, cela ne ferait d'ailleurs pas de mal au regard de la menace russe.

Dr Rainald Steck

Vice-président